

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

9, rue du Faubourg-Poissonnière

75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**CAILLIAU DEDOIT ET ASSOCIES**

19, rue Clément Marot

75008 PARIS



Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

9, rue du Faubourg-Poissonnière

75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Aux fondateurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Entreprise Crédit Social des Fonctionnaires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux fondateurs.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des

- lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 avril 2025

**CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS**



DocuSigned by:  
*Sandrine LE MAO*  
9493753BE8414B3...

Sandrine LE MAO



**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

*9 rue du Faubourg Poissonnière*

*75313 PARIS Cedex 9*

**EXERCICE 2024**

**\*\*\*\*\***

**BILAN**

**COMPTE DE RESULTAT**

**ANNEXE**

FONDATION D'ENTREPRISE CSF

B I L A N   A U   31 DECEMBRE 2024								
(En EUROS)								
ACTIF	Montants Bruts	Amortissements ou Dépréciations	12/2024	12/2023	PASSIF		12/2024	12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			0,00	0,00	FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES		210 316,48	263 569,04
. Logiciels informatiques .....	0,00	0,00			. Réserve générale .....	263 569,04		
	0,00	0,00			. Réserves facultatives .....	0,00		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	. Report à nouveau .....	0,00		
. Terrains, Constructions, Agencements et Installations.....	0,00	0,00			. Résultat de l'exercice en cours .....	-53 252,56		
. Matériel et Mobilier .....	0,00	0,00			. Résultat de l'exercice précédent.....	0,00		
	0,00	0,00				210 316,48		
IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		16 250,03	12 296,04
AVANCES ET ACOMPTES SUR IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	. Provisions pour charges .....	16 250,03		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0,00	0,00	- Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	16 250,03		
. Participations et Titres immobilisés .....	0,00	0,00						
. Prêts et Dépôts versés .....	0,00	0,00			DETTES		119 585,33	57 663,49
	0,00	0,00			. Emprunts et dettes financières diverses .....	0,00		
Total des Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	. Dépôts reçus sur locations .....	0,00		
ACTIF CIRCULANT			346 151,84	333 528,57	. Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	119 585,33		
. Créances et comptes rattachés .....	0,00	0,00			. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés .....	0,00		
. Titres de placement .....	0,00				. Dettes fiscales et sociales .....	0,00		
. Disponibilités .....	346 151,84				. Autres dettes et comptes rattachés .....	0,00		
. Produits à recevoir .....	0,00				. Créiteurs divers .....	0,00		
	346 151,84	0,00				119 585,33		
COMPTES DE REGULARISATION			0,00	0,00	COMPTES DE REGULARISATION		0,00	0,00
. Charges constatées d'avance .....	0,00				. Produits constatés d'avance .....	0,00		
TOTAL GENERAL	0,00	0,00	346 151,84	333 528,57	TOTAL GENERAL		346 151,84	333 528,57

## FONDATION D'ENTREPRISE CSF

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

EUROS

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> .....	<b>282 209,04</b>	<b>282 135,04</b>
Produits des entreprises fondatrices .....	210 000,00	210 000,00
Subventions diverses .....	59 913,00	64 135,00
Autres produits d'exploitation .....	0,00	0,00
Reprises sur amortissements et provisions .....	0,00	0,00
Report des subventions non utilisées sur exercices antérieurs .....	12 296,04	8 000,04
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> .....	<b>335 461,60</b>	<b>197 042,08</b>
Frais de fonctionnement .....	1 659,53	1 607,65
Dépenses de communication .....	10 920,55	15 044,77
Missions sociales .....	212 946,16	139 653,13
Impôts, taxes et assimilés .....	0,00	0,00
Salaires et traitements (Personnel détaché) .....	93 685,33	28 440,49
Charges sociales .....	0,00	0,00
Autres charges de gestion courante .....	0,00	0,00
Dotations aux amortissements .....	0,00	0,00
Dotations aux provisions .....	0,00	0,00
Engagements à réaliser sur subventions attribuées .....	16 250,03	12 296,04
<b>+/- Résultat d'exploitation</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Produits nets sur cessions de VMP .....	0,00	0,00
<b>CHARGES FINANCIERES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Intérêts et charges assimilées .....	0,00	0,00
<b>+/- Résultat financier</b> .....	<b>+ 0,00</b>	<b>+ 0,00</b>
<b>+/- Résultat courant avant impôts</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Sur opérations de gestion .....	0,00	0,00
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Sur opérations de gestion .....	0,00	0,00
<b>+/- Résultat exceptionnel avant impôts</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>+/- RESULTAT DE L'EXERCICE</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>

FONDATION D'ENTREPRISE CSF

Compte d'emploi annuel des ressources au 31/12/2024

EMPLOIS	Emplois au 31/12/2024 = Compte de résultat	Affectation par emplois des ress. Collectées auprès du public utilisées au 31/12/2024	RESSOURCES	Ress. Collectées au 31/12/2024 = Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées au 31/12/2024
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b> 1.1. Réalisées en France 1.1.1. Projets 2024 payés en 2024 1.1.2. Projets 2023 payés en 2024  1.2. Réalisées à l'étranger  <b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b> 2.1. Frais d'appel à la générosité du public 2.2. Frais de recherche des autres fonds privés 23. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics  <b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b> 3.1. Dépenses de communication 3.2. Masse salariale (personnel détaché) 3.3. Charges de fonctionnement 3.4. Frais divers	<b>212 946</b> 212 946 200 650 12 296 0 0 0  0  <b>0</b> 0 0 0  <b>106 265</b> 10 921 93 685 1 660 0		<b>1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b> 1.1. Frais de gestion 1.2. Dons et legs collectés - Dons manuels affectés - Legs et autres libéralités non affectés - Legs et autres libéralités affectés 1.3. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public - Parrainages - Partenariats  <b>2 – AUTRES FONDS PRIVES</b>  <b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>  <b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>0</b> 0 0 0  0    <b>0</b>  <b>0</b>  <b>0</b>	
<b>I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>319 212</b>		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>269 913</b>	
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	<b>0</b>		<b>II - REPRISES DES PROVISIONS</b>		
<b>III – ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	<b>16 250</b>		<b>III – REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES</b>	<b>12 296</b>	
			<b>DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
			<b>IV- VARIATION DES FONDS DEBES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)</b>		
<b>IV – EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>		<b>V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>53 253</b>	
<b>V – TOTAL GENERAL</b>	<b>335 462</b>	<b>0</b>	<b>VI – TOTAL GENERAL</b>	<b>335 462</b>	<b>0</b>
<b>V – Part des acquisitions d' immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VI – Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VII – Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>0</b>	<b>VI – Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>0</b>
			<b>SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE</b>		<b>0</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total			Total		

## **ANNEXE SIMPLIFIEE**

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 346 151,84 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 53 252,56 euros. L'exercice a une durée de 12 mois. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **I - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **1) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables résultant de la réglementation, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### **2) DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES**

Aucune dérogation n'est à signaler.

## **II - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN**

### **1) ACTIF**

Les disponibilités correspondent au solde comptable du compte bancaire au 31 décembre 2024 soit 346 151,84 €.

### **2) PASSIF**

La rubrique dettes se compose d'un poste :

- Dettes Fournisseurs 119 585,33 €
- Crédoeurs Divers 0,00 €
- Autres Dettes 0,00 €

### **3) ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**

(voir tableaux ci-après)

## **III – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

Les produits d'exploitation s'élèvent à 282 209,04 €.

Ils représentent les produits des entreprises fondatrices, soit 100 000,00 € pour CSF Assurances, 60 000,00 € pour SwissLife et 50 000,00€ pour CRESERFI.

Est également inclus le report des subventions non utilisées sur exercices antérieurs pour 12 296,04 €.

Enfin CSF ASSOCIATION a versé en 2024 un montant de 59 913 € sous forme de Micro-Dons.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 335 461,60 €

Elles se décomposent de la manière suivante :

- Frais bancaires	1,54 €
- Personnel détaché	93 685,33 €
- Honoraires	1 657,99 €
- Dons	212 946,16 €
- Imprimés	10 920,55 €
- Voyages et missions	0,00 €
- Subventions attribuées	16 250,03 €

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net et ressort à - 53 252,56 €.

#### **IV ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Les trois fondateurs CSF Assurances, CRESERFI et SwissLife se sont engagés à verser au plus tard à chaque 30 juin, respectivement 100 000 €, 50 000 € et 60 000 €, soit un total de 210 000 € par an jusqu'en 2027 inclus. Le montant des engagements reçus s'élève ainsi à 630 000 € au 31 décembre 2024.

○●○●○●○

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024  
- ACTIF -  
DETAIL DES POSTES

- EUROS -

ACTIF CIRCULANT		346 151,84
. Fournisseurs débiteurs .....	0,00	
. Fournisseurs av et acomptes s/commandes.....	0,00	
	0,00	
. Clients .....	0,00	
. Clients, Factures à établir, Produits à recevoir .....	0,00	
	0,00	
. Organismes sociaux, Produits à recevoir .....	0,00	
. Etat, TVA déductible .....	0,00	
. Etat, TVA sur factures non parvenues .....	0,00	
. Etat, Impôt société solde débiteur.....	0,00	
	0,00	
. Produits à recevoir CSF Assurances.....	0,00	
. Créances sur cessions d'immobilisations .....	0,00	
. Compte courant SwissLife.....	0,00	
	0,00	
CREANCES ET COMPTES RATTACHES ...	0,00	
. SICAV CL Monétaire C .....	0,00	
TITRES DE PLACEMENT ...	0,00	
Banque	346 151,84	
DISPONIBILITES ...	346 151,84	

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024  
- PASSIF -  
DETAIL DE POSTES

- EUROS -

DETTES ET COMPTES RATTACHES		119 585,33
. Emprunts et dettes.....	0,00	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES.....	0,00	
. Fournisseurs.....	0,00	
. Fournisseurs, achats immobilisations.....	0,00	
. Fournisseurs, factures non parvenues.....	119 585,33	
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES .....	119 585,33	
. Personnel, remboursement de frais .....	0,00	
. Personnel, Dettes prov.p/congés payés.....	0,00	
. Etat, charges à payer .....	0,00	
. Urssaf .....	0,00	
. Autres organismes sociaux .....	0,00	
. Charges sociales & fiscales s/ prov.p/congés payés.....	0,00	
. Organismes sociaux, charges à payer .....	0,00	
DETTES FISCALES ET SOCIALES .....	0,00	
. Charges à payer .....	0,00	
AUTRES DETTES	0,00	
. Créditeurs divers .....	0,00	
CREDITEURS DIVERS .....	0,00	

- EXERCICE 2024 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES			
EUROS			
RUBRIQUES ET POSTES	MONTANTS BRUTS	ECHEANCES	
		A 1 AN AU +	A + D'1 AN
CREANCES			
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT :			
Fournisseurs débiteurs.....	0,00	0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés .....	0,00	0,00	0,00
Autres créances .....	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE .....	0,00	0,00	0,00
TOTAL .....	0,00	0,00	0,00
DETTES			
DETTES :			
Emprunts et dettes financières diverses .....	0,00	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	119 585,33	119 585,33	0,00
Dettes fiscales et sociales .....	0,00	0,00	0,00
Autres dettes et créiteurs divers.....	0,00	0,00	0,00
	119 585,33	119 585,33	0,00
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	0,00	0,00	0,00
TOTAL .....	119 585,33	119 585,33	0,00

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

9, rue du Faubourg-Poissonnière

75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**CAILLIAU DEDOIT ET ASSOCIES**

19, rue Clément Marot

75008 PARIS



Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

9, rue du Faubourg-Poissonnière

75009 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Aux fondateurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Entreprise Crédit Social des Fonctionnaires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L821-53 et R821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux fondateurs.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des

- lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 10 avril 2025

**CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS**



DocuSigned by:  
*Sandrine LE MAO*  
9493753BE8414B3...

Sandrine LE MAO



**FONDATION D'ENTREPRISE CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES**

*9 rue du Faubourg Poissonnière*

*75313 PARIS Cedex 9*

**EXERCICE 2024**

**\*\*\*\*\***

**BILAN**

**COMPTE DE RESULTAT**

**ANNEXE**

FONDATION D'ENTREPRISE CSF

B I L A N   A U   31 DECEMBRE 2024								
(En EUROS)								
ACTIF	Montants Bruts	Amortissements ou Dépréciations	12/2024	12/2023	PASSIF		12/2024	12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			0,00	0,00	FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES		210 316,48	263 569,04
. Logiciels informatiques .....	0,00	0,00			. Réserve générale .....	263 569,04		
	0,00	0,00			. Réserves facultatives .....	0,00		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	. Report à nouveau .....	0,00		
. Terrains, Constructions, Agencements et Installations.....	0,00	0,00			. Résultat de l'exercice en cours .....	-53 252,56		
. Matériel et Mobilier .....	0,00	0,00			. Résultat de l'exercice précédent.....	0,00		
	0,00	0,00				210 316,48		
IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		16 250,03	12 296,04
AVANCES ET ACOMPTES SUR IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	. Provisions pour charges .....	16 250,03		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0,00	0,00	- Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	16 250,03		
. Participations et Titres immobilisés .....	0,00	0,00						
. Prêts et Dépôts versés .....	0,00	0,00			DETTES		119 585,33	57 663,49
	0,00	0,00			. Emprunts et dettes financières diverses .....	0,00		
Total des Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	. Dépôts reçus sur locations .....	0,00		
ACTIF CIRCULANT			346 151,84	333 528,57	. Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	119 585,33		
. Créances et comptes rattachés .....	0,00	0,00			. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés .....	0,00		
. Titres de placement .....	0,00				. Dettes fiscales et sociales .....	0,00		
. Disponibilités .....	346 151,84				. Autres dettes et comptes rattachés .....	0,00		
. Produits à recevoir .....	0,00				. Créiteurs divers .....	0,00		
	346 151,84	0,00				119 585,33		
COMPTES DE REGULARISATION			0,00	0,00	COMPTES DE REGULARISATION		0,00	0,00
. Charges constatées d'avance .....	0,00				. Produits constatés d'avance .....	0,00		
TOTAL GENERAL	0,00	0,00	346 151,84	333 528,57	TOTAL GENERAL		346 151,84	333 528,57

## FONDATION D'ENTREPRISE CSF

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

EUROS

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b> .....	<b>282 209,04</b>	<b>282 135,04</b>
Produits des entreprises fondatrices .....	210 000,00	210 000,00
Subventions diverses .....	59 913,00	64 135,00
Autres produits d'exploitation .....	0,00	0,00
Reprises sur amortissements et provisions .....	0,00	0,00
Report des subventions non utilisées sur exercices antérieurs .....	12 296,04	8 000,04
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b> .....	<b>335 461,60</b>	<b>197 042,08</b>
Frais de fonctionnement .....	1 659,53	1 607,65
Dépenses de communication .....	10 920,55	15 044,77
Missions sociales .....	212 946,16	139 653,13
Impôts, taxes et assimilés .....	0,00	0,00
Salaires et traitements (Personnel détaché) .....	93 685,33	28 440,49
Charges sociales .....	0,00	0,00
Autres charges de gestion courante .....	0,00	0,00
Dotations aux amortissements .....	0,00	0,00
Dotations aux provisions .....	0,00	0,00
Engagements à réaliser sur subventions attribuées .....	16 250,03	12 296,04
<b>+/- Résultat d'exploitation</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Produits nets sur cessions de VMP .....	0,00	0,00
<b>CHARGES FINANCIERES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Intérêts et charges assimilées .....	0,00	0,00
<b>+/- Résultat financier</b> .....	<b>+ 0,00</b>	<b>+ 0,00</b>
<b>+/- Résultat courant avant impôts</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Sur opérations de gestion .....	0,00	0,00
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Sur opérations de gestion .....	0,00	0,00
<b>+/- Résultat exceptionnel avant impôts</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b> .....	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>+/- RESULTAT DE L'EXERCICE</b> .....	<b>-53 252,56</b>	<b>85 092,96</b>

FONDATION D'ENTREPRISE CSF

Compte d'emploi annuel des ressources au 31/12/2024

EMPLOIS	Emplois au 31/12/2024 = Compte de résultat	Affectation par emplois des ress. Collectées auprès du public utilisées au 31/12/2024	RESSOURCES	Ress. Collectées au 31/12/2024 = Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées au 31/12/2024
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b> 1.1. Réalisées en France 1.1.1. Projets 2024 payés en 2024 1.1.2. Projets 2023 payés en 2024  1.2. Réalisées à l'étranger  <b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b> 2.1. Frais d'appel à la générosité du public 2.2. Frais de recherche des autres fonds privés 23. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics  <b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b> 3.1. Dépenses de communication 3.2. Masse salariale (personnel détaché) 3.3. Charges de fonctionnement 3.4. Frais divers	<b>212 946</b> 212 946 200 650 12 296 0 0 0  0  <b>0</b> 0 0 0  <b>106 265</b> 10 921 93 685 1 660 0		<b>1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b> 1.1. Frais de gestion 1.2. Dons et legs collectés - Dons manuels affectés - Legs et autres libéralités non affectés - Legs et autres libéralités affectés 1.3. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public - Parrainages - Partenariats  <b>2 – AUTRES FONDS PRIVES</b>  <b>3 - SUBVENTIONS &amp; AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>  <b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>0</b> 0 0 0  0    <b>0</b>  <b>0</b>  <b>0</b>	
<b>I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>319 212</b>		<b>I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>269 913</b>	
<b>II - DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	<b>0</b>		<b>II - REPRISES DES PROVISIONS</b>		
<b>III – ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	<b>16 250</b>		<b>III – REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES</b>	<b>12 296</b>	
			<b>DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
			<b>IV- VARIATION DES FONDS DEBES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)</b>		
<b>IV – EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>		<b>V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>53 253</b>	
<b>V – TOTAL GENERAL</b>	<b>335 462</b>	<b>0</b>	<b>VI – TOTAL GENERAL</b>	<b>335 462</b>	<b>0</b>
<b>V – Part des acquisitions d' immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VI – Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public</b>					
<b>VII – Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>0</b>	<b>VI – Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>		<b>0</b>
			<b>SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE</b>		<b>0</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature		
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total			Total		

## **ANNEXE SIMPLIFIEE**

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 346 151,84 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 53 252,56 euros. L'exercice a une durée de 12 mois. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **I - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **1) PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables résultant de la réglementation, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### **2) DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES**

Aucune dérogation n'est à signaler.

## **II - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN**

### **1) ACTIF**

Les disponibilités correspondent au solde comptable du compte bancaire au 31 décembre 2024 soit 346 151,84 €.

### **2) PASSIF**

La rubrique dettes se compose d'un poste :

- Dettes Fournisseurs 119 585,33 €
- Créiteurs Divers 0,00 €
- Autres Dettes 0,00 €

### **3) ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**

(voir tableaux ci-après)

## **III – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

Les produits d'exploitation s'élèvent à 282 209,04 €.

Ils représentent les produits des entreprises fondatrices, soit 100 000,00 € pour CSF Assurances, 60 000,00 € pour SwissLife et 50 000,00€ pour CRESERFI.

Est également inclus le report des subventions non utilisées sur exercices antérieurs pour 12 296,04 €.

Enfin CSF ASSOCIATION a versé en 2024 un montant de 59 913 € sous forme de Micro-Dons.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 335 461,60 €

Elles se décomposent de la manière suivante :

- Frais bancaires	1,54 €
- Personnel détaché	93 685,33 €
- Honoraires	1 657,99 €
- Dons	212 946,16 €
- Imprimés	10 920,55 €
- Voyages et missions	0,00 €
- Subventions attribuées	16 250,03 €

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net et ressort à - 53 252,56 €.

#### **IV ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Les trois fondateurs CSF Assurances, CRESERFI et SwissLife se sont engagés à verser au plus tard à chaque 30 juin, respectivement 100 000 €, 50 000 € et 60 000 €, soit un total de 210 000 € par an jusqu'en 2027 inclus. Le montant des engagements reçus s'élève ainsi à 630 000 € au 31 décembre 2024.

○●○●○●○

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024  
- ACTIF -  
DETAIL DES POSTES

- EUROS -

ACTIF CIRCULANT		346 151,84
. Fournisseurs débiteurs .....	0,00	
. Fournisseurs av et acomptes s/commandes.....	0,00	
	0,00	
. Clients .....	0,00	
. Clients, Factures à établir, Produits à recevoir .....	0,00	
	0,00	
. Organismes sociaux, Produits à recevoir .....	0,00	
. Etat, TVA déductible .....	0,00	
. Etat, TVA sur factures non parvenues .....	0,00	
. Etat, Impôt société solde débiteur.....	0,00	
	0,00	
. Produits à recevoir CSF Assurances.....	0,00	
. Créances sur cessions d'immobilisations .....	0,00	
. Compte courant SwissLife.....	0,00	
	0,00	
CREANCES ET COMPTES RATTACHES ...	0,00	
. SICAV CL Monétaire C .....	0,00	
TITRES DE PLACEMENT ...	0,00	
Banque	346 151,84	
DISPONIBILITES ...	346 151,84	

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024  
- PASSIF -  
DETAIL DE POSTES

- EUROS -

DETTES ET COMPTES RATTACHES		119 585,33
. Emprunts et dettes.....	0,00	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES.....	0,00	
. Fournisseurs.....	0,00	
. Fournisseurs, achats immobilisations.....	0,00	
. Fournisseurs, factures non parvenues.....	119 585,33	
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES .....	119 585,33	
. Personnel, remboursement de frais .....	0,00	
. Personnel, Dettes prov.p/congés payés.....	0,00	
. Etat, charges à payer .....	0,00	
. Urssaf .....	0,00	
. Autres organismes sociaux .....	0,00	
. Charges sociales & fiscales s/ prov.p/congés payés.....	0,00	
. Organismes sociaux, charges à payer .....	0,00	
DETTES FISCALES ET SOCIALES .....	0,00	
. Charges à payer .....	0,00	
AUTRES DETTES	0,00	
. Créditeurs divers .....	0,00	
CREDITEURS DIVERS .....	0,00	

- EXERCICE 2024 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES			
EUROS			
RUBRIQUES ET POSTES	MONTANTS BRUTS	ECHEANCES	
		A 1 AN AU +	A + D'1 AN
CREANCES			
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT :			
Fournisseurs débiteurs.....	0,00	0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés .....	0,00	0,00	0,00
Autres créances .....	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE .....	0,00	0,00	0,00
TOTAL .....	0,00	0,00	0,00
DETTES			
DETTES :			
Emprunts et dettes financières diverses .....	0,00	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	119 585,33	119 585,33	0,00
Dettes fiscales et sociales .....	0,00	0,00	0,00
Autres dettes et créiteurs divers.....	0,00	0,00	0,00
	119 585,33	119 585,33	0,00
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	0,00	0,00	0,00
TOTAL .....	119 585,33	119 585,33	0,00



FONDATION D'ENTREPRISE  
CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES  
9 rue du Faubourg Poissonnière  
75313 PARIS CEDEX 09

**PROCÈS-VERBAL  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION D'ENTREPRISE  
CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES  
JEUDI 10 AVRIL 2025**

adopté en séance du 15 mai 2025

---

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Président de la Fondation d'entreprise Crédit Social des Fonctionnaires et Président de CRÉSERFI, accueille les participants à la réunion.

- Monsieur Benoît HOINE, gérant de CSF Assurances.
- Madame Marianne VANDERSTUKKEN, avocat.
- Madame Mémona HINTERMANN, Journaliste, grand reporter.
- Madame Carole OZANNE-KELTER, membre du Comité Social et Économique de l'Union Économique et Sociale CSF.

Absent, excusé

- Monsieur Charles RELECOM, Président du Conseil d'administration de SwissLife France. Un pouvoir a été remis à Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE.

Assistent également à la réunion

- Madame Sabine VAN HEGHE, Présidente du Comité de lecture.
- Madame Sandrine LE MAO-FOREST, Commissaire aux Comptes.
- Monsieur Luc DESSORT.

**L'ordre du jour de la réunion est le suivant :**

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 12 décembre 2024.
2. Rapport d'activité 2024.
3. Arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.
4. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.
5. Affectation des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2024.
6. Point financier au 31 mars 2025.
7. Analyse des nouveaux projets.
8. Questions diverses.

**1. Approbation du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 12 décembre 2024.**

Le procès-verbal de la réunion du 12 décembre 2024 a été adressé à tous les administrateurs avec la convocation de ce jour.

Il n'y a pas de remarques.

Le Conseil d'administration approuve le procès-verbal de la réunion du 12 décembre 2024.

## **2. Rapport d'activité 2024**

Le rapport d'activité 2024 est structuré en 3 parties.

### **La présentation de la Fondation et de son fonctionnement**

Il y est abordé l'information des porteurs de projets, le parcours d'un projet, la prise de décision du Conseil d'administration, la mise en œuvre de décisions et le suivi des projets jusqu'à leur réalisation. Il y est également présenté la promotion des projets et de la Fondation.

### **Le programme d'action 2024**

24 projets ont été reçus et étudiés. 13 décisions de financement ont été prises pour un montant total de subventions engagées de 130 900 €.

D'un point de vue qualitatif, les projets financés concernent soit le Service Public en lui-même et les agents de ce service (amélioration des conditions de travail) soit des bénéficiaires du Service Public ; le financement des projets apportant un plus dans l'action quotidienne des agents du Service Public concerné. Le rapport présente toutes les actions qui ont reçu le soutien de la Fondation.

La Fondation d'entreprise CSF a décidé lors de ce programme d'action de mener une opération spéciale de solidarité destinée à remercier les policiers et les gendarmes, pour leur dévouement au service de la population. Cette action a été mise en œuvre sur le terrain avec le concours de l'Association nationale d'Action sociale des personnels de la Police nationale et du Ministère de l'Intérieur (ANAS). Policiers et gendarmes étant soumis à de nombreuses obligations de service pendant le déroulement des Jeux Olympiques en France durant l'été 2024, le Conseil d'administration de la Fondation a décidé, en cas d'indisponibilité des policiers et des gendarmes, de désigner aussi, comme bénéficiaire, tout agent de la Fonction Publique, proposé selon des critères sociaux. Cette opération a permis d'offrir 89 séjours d'une semaine en Espagne, à Pals, dans la province de Gérone en Catalogne, à des policiers, gendarmes ou autres agents du Service Public, adhérents au CSF sans condition d'ancienneté qui ont fait preuve d'un engagement fort dans leurs missions ces dernières années. 72 séjours ont été effectués en 2024 pour un montant total engagé de 86 000 €. 13 séjours étaient attribués à des familles de sapeurs-pompiers qui n'avaient pas pu profiter de leur semaine à Pals en 2023. 30 séjours sont programmés durant l'année 2025 ; les bénéficiaires ne pouvaient pas prendre de vacances avant.

### **Les perspectives 2025**

Cette dernière partie rappelle l'effort à poursuivre pour développer la communication, autour de la Fondation, vers des publics ciblés. Elle aborde aussi le travail d'information qui sera réalisé concernant une nouvelle opération de soutien, cette fois à destination des agents des 3 familles de la Fonction Publique mais aussi des Policiers et gendarmes, décidée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 décembre 2024 et inscrite au programme d'action 2025.

## **3. Arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024**

Le Président présente les comptes.

- L'examen du bilan au 31 décembre 2024 fait apparaître des fonds associatifs et réserves à hauteur de 210 316,48 €, ainsi qu'une trésorerie de 346 151,84 €.
- Le compte d'emploi annuel des ressources indique des charges d'exploitation d'un montant de 335 462 €, constituées essentiellement de dons pour 212 946 € et de frais de fonctionnement de la Fondation d'entreprise pour 106 265 €, auxquelles il faut ajouter des engagements à réaliser sur ressources affectées d'un montant de 16 250 €.
- Le compte d'emploi annuel des ressources fait apparaître une insuffisance de ressources pour l'exercice 2024 d'un montant de 53 253 €.

Il est procédé à l'examen de la délibération pour l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

### **Délibération**

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion,

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux comptes de la Fondation d'entreprise Crédit Social des Fonctionnaires,

Le Conseil d'administration décide :

- d'arrêter les comptes annuels au 31 décembre 2024, de donner quitus au Président et au Trésorier pour leur gestion sur l'exercice écoulé.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

#### **4. Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024**

Le Conseil d'administration examine les comptes au 31 décembre 2024 qu'il a arrêtés lors de cette même réunion, au point 3 de l'ordre du jour.

Le Président rappelle que :

- L'examen du bilan au 31 décembre 2024 fait apparaître des fonds associatifs et réserves à hauteur de 210 316,48 €, ainsi qu'une trésorerie de 346 151,84 €.
- Le compte d'emploi annuel des ressources indique des charges d'exploitation d'un montant de 335 462 €, constituées essentiellement de dons pour 212 946 € et de frais de fonctionnement de la Fondation d'entreprise pour 106 265 €, auxquelles il faut ajouter des engagements à réaliser sur ressources affectées d'un montant de 16 250 €.
- Le compte d'emploi annuel des ressources fait apparaître une insuffisance de ressources pour l'exercice 2024 d'un montant de 53 253 €.

La parole est donnée à Madame Sandrine LE MAO-FOREST, Commissaire aux comptes, afin qu'elle présente son rapport sur les comptes annuels.

Le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels fait état de l'opinion sur les comptes annuels, du fondement de l'opinion (référentiel de l'audit et indépendance), de la justification des appréciations, des vérifications spécifiques, des responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels, des responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

En ce qui concerne l'opinion sur les comptes annuels ; au regard des règles et principes comptables français, les comptes sont certifiés sans réserve, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

En ce qui concerne la justification des appréciations ; le Commissaire aux comptes justifie le caractère approprié de la présentation des comptes annuels par rapport aux principes comptables appliqués.

Il est ensuite procédé à l'examen de la délibération pour l'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

#### **Délibération**

Après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux comptes,

après avoir pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux comptes de la Fondation d'entreprise Crédit Social des Fonctionnaires, au 31 décembre 2024 tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration du 10 avril 2025,

le Conseil d'administration décide :

de prendre acte et d'approuver les comptes au 31 décembre 2024.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

## **5. Affectation des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2024**

Il est procédé à l'examen de la délibération relative à l'affectation des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

### **Délibération :**

Le Conseil d'administration décide :

d'affecter l'insuffisance de ressources de l'exercice 2024, soit 53 252,56 € à la Réserve générale de la Fondation d'entreprise Crédit Social des Fonctionnaires qui s'élève, à l'issue, à 210 316,48 €.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

## **6. Point financier au 31 mars 2025**

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE fait le point sur la consommation de la dotation au 31 mars 2025.

Les dépenses engagées se décomposent ainsi :

Financement des projets :	<b>1 100,00 €</b>
---------------------------	-------------------

Frais de fonctionnement :	<b>23 425,66 €</b>
---------------------------	--------------------

Frais de communication :	<b>2 808,30 €</b>
--------------------------	-------------------

soit un total de :	27 333,96 €
--------------------	-------------

<b>Total engagé :</b>	<b>27 333,96 €</b>
-----------------------	--------------------

Montant restant sur dotation 2025 :	182 666,04 € (210 000 € - 27 333,96 €)
-------------------------------------	--

Excédent 2008 à fin 2024 :	210 316,48 €
----------------------------	--------------

Montant disponible au 31 mars 2025 :	<b>392 982,52 €</b>
--------------------------------------	---------------------

Projections au 31 décembre 2025

Frais de communication :	16 192,00 €
--------------------------	-------------

Frais de fonctionnement :	72 282,00 €
---------------------------	-------------

Provision pour l'opération de soutien aux agents de la Fonction publique* :	100 000,00 €
---	--------------

<b>Montant disponible au 31 mars 2025 pour le financement de projets sur l'exercice 2025 :</b>	<b>204 508,52 €</b>
--	---------------------

\* avis favorable, rendu par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 décembre 2024, pour le financement de l'opération de soutien aux agents de la Fonction publique.

## **7. Analyse des nouveaux projets déposés et instruits par le Comité de lecture**

Le Président donne la parole à Madame Sabine VAN HEGHE, Présidente du Comité de lecture, afin qu'elle présente les nouveaux projets.

### **Dossier N° 349/2025**

#### **« Un abri qui sauve des vies » - Cesson (Seine-et-Marne)**

« **Un abri qui sauve des vies** » est la première association nationale d'hébergement citoyen dédiée à la protection des victimes de violences conjugales et intrafamiliales. Grâce à l'engagement de particuliers qui prêtent un logement, une chambre, elle apporte une solution humanisante, bienveillante et sécurisante pour mettre à l'abri des victimes ; ce qui constitue un premier pas vers leur reconstruction.

L'association s'emploie à fournir une solution d'hébergement rapide et adaptée aux victimes, leur offrant ainsi un espace sûr et confortable ; à lutter contre l'isolement social des victimes grâce à un accueil citoyen bienveillant, individuel ; à sensibiliser le grand public aux violences conjugales en leur permettant un engagement concret ; à donner aux structures d'aide aux victimes une solution d'orientation supplémentaire pour leurs bénéficiaires (Samusocial, associations, collectivités territoriales, hôpitaux, forces de l'ordre ...).

L'association agit dans toute la France métropolitaine. Elle ouvre progressivement des antennes régionales pour renforcer son implantation territoriale. Il en existe actuellement 4 : Île-de-France, Hauts-de-France, Normandie et Pays-de-la-Loire.

Des bénévoles, formés à l'écoute, tiennent une permanence téléphonique 7 jours sur 7 pour assurer la prise en charge des victimes. Les bénéficiaires sont des femmes ou des hommes majeurs qui déclarent être victimes de violences conjugales ou intrafamiliales. Elles ou ils peuvent être accompagnés de leurs enfants. L'accueil n'est pas conditionné à un dépôt de plainte ou un certificat médical.

En 2024, l'association a pu compter sur plus de 850 abritants pour proposer près de 3 000 nuitées.

**L'Association « Un abri qui sauve des vies » sollicite le soutien de la Fondation** pour l'hébergement citoyen des agents du Service Public victimes de violences conjugales et intrafamiliales.

Une subvention est demandée pour financer les frais liés au développement de la prise en charge et de l'accompagnement des agents du Service Public victimes de ces violences (multiplication des partenariats avec les services des trois Fonctions Publiques, animation, coordination et gestion du réseau de bénévoles).

Les besoins en hébergement d'urgence pour les victimes de violences conjugales et intrafamiliales demeurent largement insatisfaits. En 2023, 271 000 personnes ont été victimes de violences conjugales en France, et 94 femmes ont perdu la vie aux mains de leur conjoint ou ex-conjoint. Selon la Fondation des Femmes, entre 20 000 et 30 000 femmes ont besoin d'un hébergement d'urgence chaque année, mais 40 % ne trouvent aucune solution.

Le 115, principal dispositif d'urgence, est souvent saturé et ne permet pas toujours de répondre aux besoins spécifiques des victimes. Les agents remplissant une mission de Service Public ne sont pas épargnés par cette problématique sachant que 63 % des effectifs de la Fonction Publique sont des femmes.

Le projet est né de l'engagement de l'association « Un abri qui sauve des vies » suite à des échanges réguliers avec des acteurs de terrain, notamment des travailleurs sociaux, qui ont souligné les difficultés rencontrées par les agents confrontés à ces violences.

L'opération repose sur un dispositif d'hébergement citoyen déjà opérationnel, qui a démontré son efficacité pour mettre à l'abri des victimes. L'objectif est désormais de renforcer les liens avec les 3 Fonctions publiques, en collaboration avec le Fonds de dotation pour un Logement Citoyen, pour mieux répondre aux besoins des agents du Service Public victimes de ces violences.

L'association concentrera ses efforts sur le développement de partenariats avec les administrations et leurs services sociaux. Cela permettra d'établir des protocoles d'orientation clairs et efficaces pour identifier rapidement les agents en situation de violences et les diriger vers le dispositif d'hébergement citoyen.

En parallèle, l'association continuera d'agir en mettant à l'abri les agents victimes de violences et travaillera à optimiser la coordination et la gestion du réseau d'hébergement. L'objectif sera d'augmenter la capacité

d'accueil en recrutant et en formant de nouveaux abritants citoyens, tout en assurant un suivi personnalisé des victimes hébergées. Ces actions seront menées de façon continue pour s'adapter aux besoins émergents.

Une évaluation régulière sera conduite pour mesurer l'impact du projet, avec un premier bilan prévu six mois après le lancement des actions renforcées.

L'association bénéficie déjà du soutien des Régions Île-de-France et Hauts-de-France ainsi que des départements de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et de la Charente) pour le développement des antennes régionales.

**Ce projet a pour objectifs** de mettre en sécurité les agents de la Fonction publique, victimes de violences conjugales et intrafamiliales grâce à un réseau d'hébergement citoyen solidaire ; de proposer un accompagnement personnalisé et global pour ces victimes, incluant une évaluation de leurs besoins, une orientation vers des solutions pérennes (hébergement durable, soutien juridique et psychologique) ; de renforcer le réseau d'abritants bénévoles, recrutés aussi au sein de la Fonction Publique, capables d'offrir un accueil respectueux, confidentiel, sécurisant.

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet, à caractère social, porte des valeurs de solidarité et d'humanité. Il répond à l'objet de la Fondation : défendre et promouvoir le Service Public. Il contribue à soutenir les différents acteurs des services sociaux des services publics dans leurs missions, tout comme les agents et leurs enfants, issus de la Fonction Publique, victimes de violences conjugales et intrafamiliales.

- Budget du projet : 50 000 €
- Subvention sollicitée : 15 000 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 15 000 €.**

**Dossier N° 350/2025**

## **Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux - Talence (Gironde)**

Quatrième CHU de France par son importance, premier employeur de la région Nouvelle-Aquitaine, **le CHU de Bordeaux** assure des missions de service public de soins, d'enseignement, en partenariat avec l'Université de Bordeaux, et de recherche au bénéfice des Bordelais, des Aquitains et des populations des régions limitrophes.

Le CHU de Bordeaux prend en charge les pathologies les plus variées. S'il délivre essentiellement des soins curatifs, il est aussi en mesure d'établir un diagnostic précoce de certaines maladies grâce à des équipements de haute technologie. L'éducation du malade et de sa famille fait également partie intégrante des soins prodigués.

La recherche effectuée au CHU est essentiellement clinique, complémentaire à la recherche fondamentale, et contribue à l'amélioration permanente de la qualité des soins.

Le CHU conduit des actions de santé publique, de prévention et d'éducation sanitaire auprès des malades qu'il accueille.

Le CHU de Bordeaux est organisé en 19 pôles, une Direction générale à Talence et 3 groupes hospitaliers : GH Pellegrin à Bordeaux ; GH Sud à Pessac ; GH Saint André à Bordeaux.

Il dispose de 2 644 lits et 420 places. Il a enregistré, en 2023, 286 333 séjours et 785 509 consultations. 75 % des patients viennent du département de la Gironde.

La démarche d'amélioration continue de la qualité du CHU, qui est globale, transversale et participative, fait l'objet tous les ans d'une procédure d'évaluation externe, ou certification, conduite par la Haute Autorité de Santé.

**Le CHU de Bordeaux sollicite le soutien de la Fondation** pour la création d'un espace d'échanges, de travail et de convivialité pour les agents de la Direction générale.

Une subvention est demandée pour financer la réalisation de 2 fresques et l'aménagement de l'espace (achat de mobilier, d'articles de décoration, de plantes et de petits appareils électroménagers).

Le pôle Ressources humaines du CHU de Bordeaux a mis en place, dans chaque groupe hospitalier, un espace d'échanges et de convivialité dans le cadre de sa politique de qualité de vie au travail. Imaginés en concertation avec les agents de chaque site, ces espaces sont conçus pour offrir un moment de détente, avec la possibilité de participer à des activités sportives.

Le site de la Direction générale du CHU regroupe plus de 500 agents et accueille de nombreux professionnels de santé des 19 pôles pour diverses réunions. Il est le seul à ce jour à ne pas bénéficier de ce type d'espace. La Direction générale a décidé d'en créer un pour permettre aux agents d'échanger, de se ressourcer dans un environnement agréable mais aussi de travailler. Le site n'offre pas de bureaux dédiés pour les agents qui viennent à la Direction générale assister à des réunions et qui souhaitent travailler sur site entre plusieurs rendez-vous.

**Ce projet a pour objectifs** d'améliorer la qualité de vie au travail tant en offrant un espace aménagé pour prendre des temps de pause qu'en proposant un espace partagé pour optimiser le temps de travail lors de déplacement à la Direction générale ; de disposer d'un lieu adapté pour organiser des manifestations dans le cadre de la qualité de vie au travail (semaine de la qualité de vie au travail, semaine du handicap, diverses manifestations dédiées au logement des agents...).

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet, à vocation sociale, entre dans une logique de soutien au service public. Il donne l'occasion au CSF de participer à une action qui dure dans le temps, développée par un des plus importants CHU de France. Il concourt à soutenir les agents du CHU dans leurs missions et participe à l'amélioration de la qualité de vie au travail.

- Budget du projet : 33 920 €
- Subvention sollicitée : 15 850 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 15 850 €.**

**Dossier N° 351/2025**

## **Association des Cadets de la Gendarmerie nationale des Pyrénées-Atlantiques - ACGN 64 - Pau (Pyrénées-Atlantiques)**

**L'Association des Cadets de la Gendarmerie Nationale des Pyrénées-Atlantiques** a pour objet de promouvoir les valeurs de citoyenneté auprès des jeunes, âgés de 16 à 21 ans, résidents ou scolarisés dans le département des Pyrénées-Atlantiques ; de préparer les membres aux fonctions de cadets de la Gendarmerie, de leur faire découvrir la Gendarmerie, ses valeurs, ses missions, ses personnels ; d'accueillir les jeunes qui ont effectué la phase 1 du SNU et qui ont émis le vœu de suivre la phase 2 dite « mission d'intérêt général » au sein de la gendarmerie ; de développer l'esprit citoyen au travers de projets collectifs ; d'ouvrir la classe de cadets à des jeunes pour leur donner envie de rejoindre la gendarmerie et leur offrir ainsi une réelle opportunité d'insertion et de promotion sociale.

**L'Association des Cadets de la Gendarmerie Nationale des Pyrénées-Atlantiques sollicite le soutien de la Fondation** pour l'organisation des journées découvertes des unités spécialisées de la Gendarmerie nationale pour les cadets de l'ACGN 64, accueillis en 2025, 2026 et 2027, dans le cadre de leur parcours « mission d'intérêt général », phase 2 du Service National Universel.

Une subvention est demandée pour financer le transport et de la restauration des cadets et des réservistes accompagnants.

L'association des Cadets de la Gendarmerie nationale des Pyrénées-Atlantiques reçoit des jeunes qui effectuent une mission d'intérêt général dans le cadre du Service National Universel. Chaque session est composée de 30 cadets en veillant au respect de la parité filles-garçons et de l'équilibre quant à l'origine géographique entre le Béarn et le Pays Basque.

Un des buts de cette mission est de faire découvrir les divers métiers de la Gendarmerie et les possibilités de recrutement qu'elle offre pour y faire carrière ou devenir réserviste. Ainsi, chaque année, les cadets sont reçus dans diverses unités territoriales mais aussi dans des unités spécialisées implantées dans la région.

L'ACGN 64 propose aux cadets de découvrir, cette année, le service d'appui judiciaire à Mérignac (Gironde). Les nouvelles technologies sont largement utilisées à des fins de délinquance économique. Arnaques diverses sur Internet, détournement de moyens de paiement en ligne, piratage de données personnelles et professionnelles... les investigations relatives à ces infractions demandent des compétences particulières et pointues dans différents domaines qui sont regroupées au sein du service d'appui judiciaire. Aller à la rencontre de ce service permet aux cadets de les découvrir sur le terrain.

**Ce projet a pour objectifs** de connaître l'organisation et le fonctionnement du service d'appui judiciaire, ses missions et ses modalités d'intervention ; de promouvoir, former et sensibiliser à des valeurs du service public et de citoyenneté au travers de la Gendarmerie nationale ; de donner envie aux jeunes d'intégrer la Gendarmerie nationale ; de développer l'image des Cadets de la Gendarmerie nationale.

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet entre dans une logique de soutien au Service Public. Il permet non seulement de soutenir des agents actifs et retraités dans leurs missions mais contribue aussi à la promotion des métiers de la Fonction Publique.

- Budget du projet : 5 000 €
- Subvention sollicitée : 5 000 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 5 000 €.**

**Dossier N° 352/2025**

## **Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion - Saint-Denis - La Réunion (La Réunion)**

**Le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion** regroupe, depuis février 2012, le CHU Félix Guyon (Saint-Denis) et le Groupe Hospitalier Sud Réunion de Saint-Pierre. Il remplit 4 missions fondamentales : les soins et la prévention ; l'enseignement ; la recherche et l'innovation ; la coopération régionale et internationale.

Le CHU de La Réunion propose toutes les prises en charge médicales et chirurgicales : urgences (SAMU) ; anesthésie et réanimation ; médecine ; chirurgie et chirurgie ambulatoire (cardiaque et vasculaire, infantile et néonatale, neurochirurgie, grands brûlés) ; greffes et histocompatibilité ; médecine nucléaire ; couple et enfant (maternité niveau III) ; imagerie, laboratoire et pharmacie ; cancérologie ; rééducation ; hyperbarie ; hématologie-oncologie.

Il est également centre référent Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique (NRBC) et centre référent maladies rares.

Le CHU de La Réunion se place au service du patient. C'est pourquoi l'amélioration permanente de la qualité et de la sécurité des soins, qui bénéficie aux patients comme aux soignants, représente un enjeu majeur pour l'ensemble de ses professionnels de santé.

Sa politique de management de la qualité prône un niveau d'exigence accru dans ces domaines et traduit l'engagement du CHU dans une démarche de progrès continu.

Le CHU de La Réunion est organisé en 21 pôles et 98 services. Il dispose de 1 885 lits et places. Il a enregistré, en 2023, 544 885 journées de soins ; la durée moyenne d'un séjour en hospitalisation complète est de 5 jours.

Le CHU accueille les patients de La Réunion ainsi que ceux d'autres îles de l'océan indien qui nécessitent des soins spécialisés.

**Le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion sollicite le soutien de la Fondation** pour l'organisation d'un séminaire, « ensemble innovons les soins », sur les techniques innovantes en management pour améliorer la qualité des soins et le bien-être des soignants. Une subvention est demandée pour financer l'intervention de Laurent MIGNARD, chef d'orchestre, conférencier sur les thèmes du leadership, du management, de la cohésion de groupe, de la communication.

Imaginé à l'initiative du CHU de La Réunion, ce séminaire d'une journée vise à répondre aux défis posés par l'évolution constante du secteur de la santé. Il s'adresse aux encadrants, aux représentants de la Commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques et aux représentants des usagers du CHU.

Face à un environnement en perpétuelle évolution, les professionnels de santé, et plus particulièrement les encadrants, doivent intégrer les innovations, adapter leurs pratiques et le management des équipes. Le programme du séminaire se distingue par son approche originale et pluridisciplinaire qui permet de croiser les regards sur la manière de prodiguer les soins et d'encadrer les équipes.

Conçue comme un espace de réflexion et d'échange unique, la journée sera articulée autour de 3 temps forts.

- Explorer l'innovation dans les soins : présentation des dernières avancées médicales et technologiques ainsi que les projets en cours au CHU comme la greffe cardiaque ou l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la gestion des plannings.
- Repenser l'encadrement : intervention du conférencier spécialiste de l'encadrement pour apporter un nouveau regard sur le leadership, la motivation et la cohésion d'équipe.
- Favoriser la cohésion d'équipe : animation d'ateliers interactifs, sous la direction du conférencier, pour renforcer les liens entre les participants, développer leurs compétences en matière de communication et de collaboration, et encourager l'émergence de projets innovants.

**Ce projet a pour objectifs** d'accompagner et déployer l'innovation dans les soins ; de permettre un enrichissement des techniques managériales ; de favoriser l'esprit collaboratif autour du parcours patient.

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet répond à un objectif de soutien au Service Public. Il permet au CSF d'accompagner le premier employeur public de l'île dans une action d'amélioration des soins dispensés aux patients et des conditions de travail des soignants.

- Budget du projet : 30 800 €
- Subvention sollicitée : 10 200 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 10 200 €.**

**Dossier N° 353/2025**

## **Fonds d'action du CHU de Reims - Reims (Marne)**

Créé à l'initiative du CHU de Reims, **le Fonds d'action du CHU de Reims** est une entité juridique issue de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Son objet est de recevoir et de gérer, en les capitalisant, les biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable, en vue d'en redistribuer les revenus au CHU de Reims qui œuvre, de manière désintéressée, à l'amélioration de l'accueil des patients et pour l'intérêt général.

Le Fonds d'action du CHU de Reims a vocation à agir dans quatre domaines : favoriser l'innovation médicale et le développement de nouvelles pratiques afin de renforcer l'émergence et l'aboutissement de projets au service des patients ; soutenir les projets de recherche pour faire évoluer la médecine dans sa pratique ; améliorer le confort et les espaces de vie afin de proposer un séjour qui soit le plus agréable possible ; soutenir les initiatives culturelles pour faire de l'hôpital un lieu de culture, de partage et d'ouverture.

**Le Fonds d'action du CHU de Reims sollicite le soutien de la Fondation** pour l'utilisation de la réalité virtuelle par le pôle Digestif, Urologie, Néphrologie, Endocrinologie (DUNE) afin d'améliorer la prise en charge non médicamenteuse de la douleur et de l'anxiété  
Une subvention est demandée pour financer l'achat de 2 casques de réalité virtuelle.

L'unité d'hospitalisation traditionnelle de diabétologie, endocrinologie et nutrition du pôle DUNE du CHU de Reims est une unité de 24 lits destinée aux patients qui souffrent de pathologies diabétiques (type 1 et 2, plaies du pied diabétique) et de pathologies de la nutrition (anorexie, boulimie, dénutrition sévère).  
L'unité a comptabilisé, en 2023, 1 319 séjours d'hospitalisation complète et 97 interventions de chirurgie.

La prise en charge de la douleur et de la gestion de l'anxiété est une priorité pour l'équipe de ce service, sensibilisée et utilisatrice de moyens non médicamenteux.

Face à certains soins particulièrement anxiogènes, l'équipe, engagée dans une démarche de bien-être des patients, souhaite limiter la prise d'antalgiques, dont l'efficacité n'est pas toujours constatée, et proposer aux patients une alternative comme le casque de réalité virtuelle.

Les besoins sont précisément identifiés. L'utilisation du casque de réalité virtuelle interviendra pour soulager la douleur lors de changements de pansements complexes de plaies du pied diabétique ou en cas de pose de sonde naso-gastrique chez les patients dénutris. Le casque pourra également offrir un soutien ponctuel lors d'une annonce de diagnostic diabète, d'une prise de sang, d'une pose de sonde urinaire, ou encore lors de l'attente avant un acte en bloc opératoire.

La réalité virtuelle offre aux personnes hospitalisées la possibilité de s'immerger dans un état de conscience modifié afin de réduire la douleur ressentie et l'anxiété. Cette solution non médicamenteuse va empêcher la sensation de douleur d'atteindre le cerveau en saturant l'attention.

Équipé d'un casque (vision et audition), le patient est alors plongé au cœur d'une expérience qui va déclencher le relâchement de son système nerveux et ainsi diminuer son anxiété.

Simple à utiliser, le casque de réalité virtuelle est accessible au plus grand nombre. Les patients, qui ont pu en bénéficier dans les autres services du CHU qui en sont déjà équipés, reconnaissent son efficacité et souhaitent généralement pouvoir le réutiliser.

**Ce projet a pour objectifs** de proposer aux patients une alternative non médicamenteuse dans la gestion de la douleur et de l'anxiété ; de diminuer l'appréhension et le traumatisme liés à certains soins ; d'améliorer les conditions d'accueil et la prise en charge des patients.

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet s'inscrit dans une logique de soutien au service public. Il participe à l'amélioration du service rendu à l'utilisateur comme à l'amélioration des conditions de travail des agents hospitaliers.

- Budget du projet : 7 950 €
- Subvention sollicitée : 6 850 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 6 850 €.**

**Dossier N° 354/2025**

## **Société immobilière de Mayotte - CDC Habitat - Mamoudzou (Mayotte)**

**La Société Immobilière de Mayotte** a pour objet d'effectuer toute opération tendant à l'amélioration et au développement de l'habitat, notamment social, à l'aménagement urbain, dans le département de Mayotte.

Créée en 1977, l'histoire de la SIM est étroitement liée à celle de l'habitat à Mayotte. D'abord vouée à construire les logements destinés à accueillir les fonctionnaires de l'Etat en provenance de la métropole, la SIM endosse rapidement la mission d'accompagner la population dans l'accession sociale à la propriété. Durant les trente premières années d'activité, la société a construit près de 18 000 cases en accession sociale et plusieurs centaines de logements locatifs permettant à des milliers de familles de se loger.

Fin 2017, la SIM devient une filiale du Groupe CDC Habitat.

La SIM gère aujourd'hui un parc de plus de 3 000 logements. Elle intervient désormais dans plusieurs domaines d'activités qui demeurent de véritables préoccupations pour les élus locaux : lutter contre l'habitat insalubre, loger les mahorais, aménager le territoire, participer au développement de l'économie locale.

Pour cela, la SIM a développé un large panel de métiers et est devenue un outil de référence visant à accompagner Mayotte et les élus dans la mise en œuvre de leurs politiques locales d'aménagement et de développement des territoires.

**La Société immobilière de Mayotte sollicite le soutien de la Fondation** pour la reconstruction des logements dévastés par le cyclone Chido.

Une subvention est demandée pour participer au financement des travaux pour les logements destinés aux agents du Service Public.

Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido a provoqué des dégâts considérables sur l'ensemble du territoire du département de Mayotte. 123 ensembles immobiliers, comprenant 1 483 logements et 4 locaux professionnels de la SIM dont le siège social, ont été sévèrement touchés. Les dommages, estimés à 71,4 millions d'euros, portent sur près de 48 % du parc immobilier actuellement géré par la SIM (3007 logements et 77 locaux professionnels).

Les désordres concernent aussi bien les composantes structurelles des édifices (toits, charpentes, murs, plafonds) que les installations secondaires (électricité, plomberie, menuiserie, climatisation).

Le coût global de la reconstruction, réparti sur une période de deux ans, est évalué à 52,3 millions d'euros après indemnisation des assurances.

L'enveloppe budgétaire comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la remise en état du patrimoine sinistré : travaux de gros œuvre, interventions techniques, remise aux normes, ingénierie et missions de coordination.

La durée globale des travaux est planifiée sur deux exercices, en tenant compte des délais techniques, des procédures administratives, de la mobilisation des entreprises et de la coordination logistique des chantiers sur l'ensemble du territoire.

**Ce projet a pour objectifs** de mettre en travaux l'ensemble des logements sinistrés dans les meilleurs délais, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens ; de permettre une livraison rapide des logements dont la moitié est affectée à des agents des services publics ; de relancer la facturation afin de limiter les pertes locatives

**Avis du Comité de lecture** : Ce projet, à vocation sociale, porteur de valeurs de solidarité, s'inscrit dans un objectif de soutien au Service Public. Il contribue à soutenir les agents remplissant une mission de service public dans l'exercice de leur fonction.

- Budget du projet : 52 300 000 €
- Subvention sollicitée : 35 000 €

**Décision du Conseil d'administration : accord pour 35 000 €.**

## **8. Questions diverses.**

Il n'y a pas de questions.

La séance est levée à 15 heures 30.

Le prochain Conseil d'administration se tiendra le 15 mai 2025 à 15 H.

Un Administrateur

Le Président